

DU L'INTERVENTION D'UNE ONG EN MILIEU RURAL AFRICAIN.

Emmanuel GREGOIRE
CNRS - Université Paris I
Laboratoire de Géographie Humaine.

Ces dernières années ont été marquées par la prolifération d'organisations non gouvernementales intervenant dans des domaines aussi variés que l'aide alimentaire, le développement rural et pastoral, la santé, l'éducation, etc.

Cette "vogue" en faveur des ONG est largement orchestrée par les médias (la télévision a remplacé les quêtes du dimanche matin) et curieusement encouragée par les milieux du spectacle et du sport: des campagnes publicitaires menées à grand tapage permettent ainsi de collecter des sommes considérables auprès du public. A ces dons, s'ajoutent certaines subventions de l'Etat, le Ministère de la Coopération et du Développement ayant récemment soutenu plusieurs organisations.

Face à la lourdeur des grands projets et opérations de développement, les ONG se présentent comme une alternative mettant en oeuvre des petites opérations conduites de manière intensive par un encadrement motivé et désintéressé.

Ces quelques pages se proposent d'une part de retracer la démarche qui a amené l'une d'entre elles, Frères des Hommes, à intervenir en milieu rural africain, et d'autre part d'évaluer l'impact

~~et les conséquences de son action. Frères des Hommes a en effet mis~~

Burkina Faso dont l'objectif était d'apporter un minimum de technique et d'investissement à deux communautés villageoises alors très touchées par la sécheresse.

Frères des Hommes s'étant à présent retiré, nous nous efforcerons de faire un bilan critique de son projet notamment au regard des intentions initiales de ses instigateurs et examinerons

La démarche de Frères des Hommes.

Comme beaucoup d'organisations non gouvernementales, Frères des Hommes (FDH) est passé progressivement d'une action fondée sur la charité à un programme axé sur le développement. Créé en 1965, FDH, organisation sans appartenance politique ni religieuse, manifestait son désir de partager avec les populations les plus défavorisées du Tiers-Monde. Des volontaires étaient envoyés en Inde, au Brésil et au Burkina Faso où ils distribuaient, chaque jour, des milliers de repas aux plus démunis grâce à des dons recueillis en Europe.

Lors de la sécheresse qui se produisit en 1966 dans le Bihar (Inde), certains animateurs constatent que l'aide alimentaire ne suffit pas, qu'elle exerce des effets pervers (migration vers les villes) et qu'il est préférable que les habitants du Tiers-Monde trouvent par eux-mêmes les moyens de se nourrir et de vivre sur leurs terres. Les actions caritatives qui se situaient essentiellement dans le domaine de l'aide alimentaire, prirent donc de plus en plus la forme de projets de développement.

Le développement est conçu par FDH comme un processus qui doit se dérouler "au ras du sol". Il s'agit de vivre avec les victimes du sous-développement et de partager leur sort. En effet, le Tiers-Monde subit une situation de "mal développement", pour reprendre une expression de René Dumont, qui accentue les différences entre le Nord et le Sud par le biais de l'échange inégal et de la domination matérielle et culturelle.

Le Tiers-Monde est vu par FDH comme un ensemble relativement homogène : s'il existe des minorités privilégiées notamment dans les villes et parfois même dans les campagnes, l'immense majorité

de la population de ces pays est cependant composée de paysans pauvres, les deux termes étant d'ailleurs partiellement synonymes. Ces paysans pauvres ou ces pauvres paysans sont regroupés en communautés que ne traverse aucun clivage fondamental. Bien qu'il n'y ait pas lieu d'opposer des paysans riches et des paysans pauvres par exemple, il faut "repérer" des "paysans dynamiques" qui seront les vecteurs du développement. En effet, si les paysans du Tiers-Monde ont été capables pendant des siècles d'assurer leur subsistance, ils sont actuellement soumis à toute une série de blocage au développement et de freins à l'innovation. Il convient donc de les "éveiller".

A ces paysans pauvres, mal nourris et analphabètes, FDH se propose d'apporter une dynamique, un esprit d'entreprise et un minimum de technique et d'investissement : il s'agit de leur faire sentir la nécessité et les avantages du développement. Cette tâche est d'autant plus ardue que les structures communautaires s'opposent à l'émergence de "leaders" susceptibles d'entraîner l'ensemble de la communauté derrière eux. Cette oeuvre de sensibilisation et de conscientisation est censée amener les plus faibles et les plus démunis à prendre en mains leur destin. Logiquement, les remèdes proposés pour mettre fin à cette pauvreté tournent autour de quelques grands axes : formation, alphabétisation, développement agricole et pastoral, santé, coopération, etc.

Pour promouvoir ce développement, des volontaires soigneusement sélectionnés (agriculteurs, médecins, instituteurs, ingénieurs, mécaniciens, gestionnaires, etc) sont envoyés dans les pays du Tiers-Monde. Ils partent presque bénévolement pour une durée de deux ans et demi renouvelable et s'efforcent de partager le mode de vie des populations locales tout en essayant de se rendre inutiles le plus rapidement possible. Ils interviennent soit en collaboration avec des organismes privés autochtones et des communautés de base, soit par le travail collégial au sein d'un programme regroupant secteur public et communauté de base, soit enfin en occupant des postes de soutien technique spécialisé dans une structure officielle.

Bien que se présentant comme une organisation non gouvernementale à l'avant-garde des organisations internationales, FDH participe donc à des projets gouvernementaux. Ce fut notamment le cas au Burkina

faso ou FDH mit en place un projet de developpement qui s'insérait dans celui d'un organisme public : l'Organisme Régional de Développement de l'Est.

Présentation du projet.

Il avait pour cadre le pays gourmantché, plus précisément ce que l'on appelle le Gourma du Nord. Cette zone, située dans la partie Est du Burkina Faso, est caractérisée par une faible densité de population (11 habitants au km²) et un fort enclavement particulièrement durant la saison des pluies où des cours d'eau temporaires l'isolent du reste du pays.

Du point de vue climatique, le Gourma appartient à la zone soudanienne. Si la pluviométrie était autrefois suffisante pour garantir de bonnes récoltes, on assiste, depuis quelques années, à une diminution des précipitations et à une augmentation de leur irrégularité. Cette irrégularité des pluies a aussi une dimension spatiale, les quantités de pluies tombées variant sensiblement d'un village à un autre.

FDH a choisi de concentrer son action sur deux villages de cette région : Piéla et Tibga. Mais, bien qu'appartenant à un même ensemble géographique, ils présentent des traits assez différents notamment au niveau des structures sociales : éclatement des exploitations en petites unités de production à Piéla, persistance d'exploitations composées de familles élargies (chef de famille + frère et/ou fils) à Tibga.

Outre cet aspect, il convient de noter, à propos de ces deux villages, l'existence d'une différenciation sociale : elle oppose les paysans riches aux paysans pauvres sans que ces deux couches soient unies par des rapports de production. Elle repose, entre autre, sur les meilleures performances de certains dans l'agriculture, mais aussi sur la possession de bétail et d'une façon plus générale sur la capacité d'avoir d'autres ressources que celles fournies par l'agriculture (exercice d'un métier artisanal, d'un commerce, rente des anciens combattants, etc). Cette différenciation sociale, antérieure à l'intervention de FDH, est un élément important de la structure sociale de ces deux villages.

Les principaux thèmes vulgarisés par le projet de FDF (1971 à 1979) étaient les suivants :

- Diffusion de la culture attelée
- Installation d'une unité artisanale de fabrication de matériel agricole
- Regroupement des paysans en coopératives (Groupements Villageois)
- Lancement d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle en langue locale.

L'impact du projet.

Sans en faire une évaluation technique précise (1), il convient ici d'en examiner les résultats au regard des intentions initiales de ses instigateurs et de tenter de répondre aux questions suivantes : comment ces différents thèmes ont été "reçus" par les agriculteurs ? quelles ont été leurs incidences sociales ?

1/ La diffusion de la culture attelée.

Parmi les quelques deux cents agriculteurs ayant acheté une charrue auprès de FDH, une cinquantaine d'entre eux ont été interrogés, lors de notre séjour dans les villages. Parmi eux, figuraient d'anciens acquéreurs de charrue (années 1972 à 1976), des acquéreurs plus récents (années 1977 à 1979) et de nouveaux acquéreurs (postérieurs à l'intervention de FDH). Ce choix raisonné d'individus a permis de mieux mesurer l'impact du projet (les paysans utilisent-ils toujours leur matériel ?) et sa dynamique (des cultivateurs se sont-ils équipés depuis le retrait de FDH ?).

Une des premières questions posées était relative au statut social. Les réponses font ressortir que bon nombre d'acquéreurs de charrue ont d'autres revenus que ceux fournis par l'agriculture.

Village \ Statut	Simple Agriculteurs	Agriculteurs ayant d'autres ressources
Piéla	14 soit 46,5%	16 soit 53,5%
Tibga	3 soit 13,5%	19 soit 86,5%
Total	17 soit 32,5%	35 soit 67,5%

Ces revenus extra-agricoles ont bien souvent permis l'achat de matériel et proviennent de l'exercice d'un commerce, d'une activité artisanale, d'activités liées au transport à la charette (2), de vente de bétail, de rente (pension des anciens combattants versée par la France) etc... Ils peuvent enfin provenir d'une situation privilégiée au sein de la société locale (membre de la chefferie) ou particulière (catéchistes, marabouts, griots).

La diffusion de la culture attelée semble donc avoir touché une population plutôt favorisée. Cette observation n'est guère surprenante dans la mesure où le matériel vulgarisé est relativement coûteux (environ 15.000 francs CFA) au regard du pouvoir d'achat des agriculteurs (même si des facilités de crédit sont accordées) et se trouve de ce fait hors de portée des "paysans pauvres" qu'une ONG telle que FDH entend encourager (3). Enfin, il convient de remarquer que les agriculteurs qui possèdent des charrues les prêtent parfois mais surtout les louent en hivernage à d'autres paysans dépourvus de matériel ou à des femmes qui, en raison des tâches ménagères, ne disposent pas de suffisamment de temps pour travailler leur parcelle. Cette location de matériel, attelé ou non attelé, peut constituer un revenu non négligeable (les gains relevés se situent entre 2.500 francs CFA et 12.000 francs par hivernage).

Sauf cas particulier (maladie du chef d'exploitation, décès d'un animal de trait), les cultivateurs utilisent chaque année leur matériel. On peut estimer que dans ce domaine FDH a atteint son objectif : une dynamique a été créée et demeure puisque de nouveaux agriculteurs achètent du matériel. Ce succès s'explique par la bonne conception du projet et l'énorme travail effectué par les volontaires chargés de la vulgarisation. Il s'inscrit, sans doute aussi, dans un mouvement plus vaste de pénétration de la culture attelée, au Burkina Faso, entrepris par les organismes non gouvernementaux et les opérations de développement. Enfin, il faut noter que FDH est intervenu à une époque favorable : les agriculteurs éprouvés par la sécheresse du début des années soixante-dix ont en effet été sensibles à tous les thèmes techniques leur permettant d'améliorer leur production et d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire.

L'utilisation de la culture attelée a eu un impact surtout au niveau du labour ; la pratique du semis en ligne, du sarclage et buttage attelés n'ont été, au contraire, que faiblement adoptés. Si le labour attelé permet aux paysans de résoudre un certain nombre de problèmes (il leur permet de cultiver des étendues plus grandes et d'augmenter ainsi leur production), il n'en demeure pas moins qu'il accentue les phénomènes d'érosion et les dispositions prises pour les enrayer semblent très insuffisantes.

Le projet de FDH a donc encouragé une agriculture extensive. Même si le pays gourmantché, contrairement à d'autres zones sahéliennes, disposent encore de réserve de terres, ce type d'agriculture paraît cependant dangereux à moyen terme étant donné la raréfaction des terres et la nécessité de préserver le mécanisme de la jachère pour régénérer les sols.

Pour mieux apprécier l'impact de la diffusion de la charrue à Piéla et à Tibga, quelques entretiens ont été menés auprès de paysans cultivant encore à la houe. Selon eux, l'acquisition d'une charrue a permis ~~paysans~~ paysans aisés de bénéficier de conditions favorables et d'accroître davantage encore l'écart qui les sépare des autres agriculteurs. La charrue confère à leurs yeux ~~avantages~~ avantages suivants :

- possibilité d'accroître la production agricole grâce à l'extension des superficies emblavées,
- travail moins pénible,
- sarclage plus facile,
- revenus tirés de la location du matériel.

Si les paysans démunis ne tarissent pas d'éloges sur l'utilisation de la charrue -au point d'en minorer sans doute les inconvénients sur le plan de l'érosion- c'est que leur situation n'est pas des plus enviable. L'ensemble de cette catégorie de paysans n'est pas en effet capable de parvenir à l'auto-suffisance alimentaire et est, au contraire, contrainte de se livrer à d'autres activités pour acheter le mil manquant à l'alimentation de leur famille.

On assiste donc à un renforcement de la différenciation sociale opposant les possesseurs de charrue à ceux qui n'en ont pas, renforcement pouvant même déboucher sur un processus de prolétarianisation.

~~Cette situation est pour le moment limitée car le terrain demeure~~

ne contraint pas ceux qui cultivent à la houe à leur louer ou à leur céder leurs terres. Toutefois, un phénomène d'endettement se fait jour et conduit certains paysans à emprunter du mil au moment de la soudure et à le rembourser avec des intérêts énormes lors de la récolte. De même, des paysans sans charrue se rendent à des invitations de culture chez des paysans aisés sans qu'il y ait réciprocité de la part de ces derniers.

Par l'introduction de la culture attelée, FDH a consolidé les positions de ce qui n'est pour l'instant qu'une "petite bourgeoisie agraire" et ceci au détriment d'une paysannerie pauvre qui arrive péniblement à satisfaire ses besoins alimentaires. Ce résultat est évidemment contradictoire avec les objectifs proclamés de FDH qui vise le développement des communautés dans leur ensemble.

2/ Installation d'une unité artisanale de fabrication de matériel agricole.

La création de l'atelier de forge dans le village de Piéla, reconstituée à partir d'entretiens avec les forgerons et de l'analyse des documents internes à FDH, et son évolution sont également significatives des actions entreprises par FDH et de leur détournement par certains et à leur profit. Sur l'initiative de FDH, le forgeron de Piéla a suivi un stage de formation à Ouagadougou. En 1973, il revient au village et fabrique alors une quinzaine de charrues qui sont toutes vendues ce qui lui permet de rembourser un emprunt de 100.000 francs CFA contracté auprès de FDH. Ce forgeron est alors encadré par les volontaires qui avancent l'argent nécessaire à l'achat du fer, assure son transport, commercialisent les charrues et se chargent de la comptabilité.

En 1973-74, la fabrication des charrues passe à 25 unités par an. Elle n'est plus le fait d'un seul individu, car, au cours de cette période, le forgeron embauche quatre ouvriers. Dans le même atelier dans la région de Iloga. Après avoir acheté un poste à souder grâce à un crédit substantiel de FDH, le forgeron de Piéla ouvre un autre atelier de soudure à Pouytenga (1981), grosse bourgade rurale

au marché important, où il s'installe. Quelques temps plus tard, il retourne à Ouagadougou pour se perfectionner à nouveau. Depuis lors, il n'est pas revenu à Piéla et s'est fixé à Ouagadougou. En 1979, son jeune frère part également se perfectionner à Ouagadougou, à son retour il prend la succession de son frère à Piéla. Depuis cette date, il a fabriqué une trentaine de charrues dont 24 en 1982. Ce faible résultat s'explique par les difficultés qu'il rencontre pour se procurer le fer. Un autre forgeron a été envoyé par l'Organisme Régional de Développement à Ouagadougou afin d'y recevoir une formation. Il fabrique les mêmes charrues que celles introduites par FDH et a initié également son frère. L'ensemble de ces forgerons est à présent regroupé au sein du centre artisanal de Piéla qui abrite également d'autres artisans.

tions varient de 160 à 250), il reste que ce thème a connu un succès réel qui est à mettre à l'actif de FDH. Ce succès, basé sur la production de charrues par des forgerons locaux à partir de fer importé et des modèles venant de Ouagadougou, a plusieurs causes :

- l'encadrement poussé des forgerons par les volontaires,
- la qualité des charrues : le modèle vulgarisé était solide, bien adapté et moins coûteux que celui de l'ORD,

~~l'encadrement de Piéla, au nord du centre de Burkina Faso~~
Ouagadougou et Fada N'Gourma.

Le projet forge, comme l'introduction de la culture attelée, a eu des conséquences sociales. Contrairement à l'idéologie du développement communautaire prônée par FDH, la production locale de charrues a entraîné l'enrichissement des forgerons. Le premier forgeron formé par FDH qui n'était au départ qu'un simple villageois, avait, en 1978, trois épouses, une belle demeure, une moto et employait quatre apprentis. Il est donc devenu progressivement un "petit entrepreneur" ~~dont l'activité s'est déplacée à Bourkane puis à Ouagadougou~~

certaine promotion sociale que celui de Tibga qui n'a pas connu la même réussite, étant notamment gêné par la proximité de Fada N'Gourma où il y a un important atelier de forge.

3/ Remouvement des paysans en coopératives (Groupements Villageois)

de ces Groupements Villageois, les thèmes suivants étaient proposés

- travail collectif sur des champs; la commercialisation de la production doit permettre d'entreprendre des actions bénéficiant aux membres du Groupement;
- possibilité de bénéficier de crédit pour s'équiper en matériel agricole;
- caisse populaire et banque de céréales.

Il serait trop long de retracer ici l'histoire de ces groupements villageois ; retenons simplement que cette expérience s'est traduite par un échec : sur les huit groupements de la zone de Piéla, un seul fonctionnait encore en 1983 grâce à la personnalité dynamique de son chef, ancien collaborateur de FDH, qui réussit à maintenir une mobilisation des paysans. Les autres groupements ont cessé toute activité ou n'ont qu'une existence formelle due à l'attachement des villageois au système des titres (Président, Secrétaire, Trésorier). Dans la région de Tibga, P. Darnaud (4) prévoyait, en 1978, que sur

car les paysans n'étaient pas motivés au départ. En 1982, l'activité des huit groupements encore en vie était presque nulle.

Cet échec des Groupements Villageois apparaît comme étant celui du développement communautaire, thème central de l'idéologie de FDH et de nombreuses organisations internationales et bilatérales. Ce thème fondé sur les traditions communautaires des villages africains s'est révélé inefficace en raison de l'absence d'enquêtes dans les communautés rurales et de la mauvaise perception de la coopération dans le travail qui en a résulté. L'existence d'invitations de culture rémunérées en argent ou en nature ou de corvées effectuées sur le champ du chef n'ont rien à voir avec la conception d'une communauté villageoise homogène et harmonieuse mobilisant l'ensemble de ses membres pour des travaux d'intérêt collectif, conception qui est pourtant à la base du développement communautaire.

Il convient toutefois de souligner que si ces Groupements Villageois ont, dans un premier temps, rencontré un certain succès,

cela est dû en grande partie au fait que les paysans ont tout de suite su qu'en y adhérant, ils pourraient obtenir un crédit pour s'équiper en traction animale. Dès qu'ils ont obtenu satisfaction, ils se sont retirés. Par contre, d'autres, mécontents de n'avoir pu accéder au crédit, se sont également retirés voyant qu'ils ne pouvaient tirer parti de ces Groupements.

Le travail de commercialisation entrepris par les Groupements Villageois s'est également soldé par un échec : l'argent injecté par FDH et l'ORD n'a pas été utilisé correctement pour plusieurs raisons. Tout d'abord à cause de l'absence de formation comptable et économique des responsables ; ensuite, certains encadreurs et trésoriers se sont livrés à des malversations, ont détourné de l'argent de la caisse et provoqué ainsi le mécontentement et la méfiance des paysans. Cependant, ces pratiques n'ont pu se produire que parce que les villageois ne portaient pas un intérêt réel à ces organisations et n'y participaient que dans la mesure où cela leur permettait d'avoir accès au crédit. Ce désintérêt est également à l'origine de l'échec des champs collectifs et des travaux communautaires. Certes, la sécheresse et l'épuisement des terres sont souvent invoqués pour expliquer les mauvaises récoltes mais il reste que le manque de soins apportés aux cultures est sans doute la cause principale du rendement médiocre des champs collectifs.

4/ Programme d'alphabétisation fonctionnelle en langue locale.

En 1975, les volontaires constatent que de nombreux villageois souhaitent suivre des cours d'alphabétisation en français, langue officielle du pays et outil de promotion sociale. Des discussions entre les jeunes, les vieux et les animateurs des villages sont organisées : les premiers veulent apprendre le français pour aller travailler en ville tandis que les vieux désirent qu'ils restent au village et voient dans l'alphabétisation fonctionnelle en Gourmantché un moyen de résoudre le problème. Finalement leur opinion l'emporte. Cette expérience d'alphabétisation fonctionnelle en langue locale s'est également traduite par un échec complet : en 1982, plus aucun centre ne fonctionnait et seule la mission catholique de Tibga poursuivait

Les causes de cet échec sont multiples : tout d'abord il y a l'absence de motivation des paysans, notamment à Piéla où une fraction importante des villageois voulait être alphabétisée en français. Il est certain que de ce point de vue, l'alphabétisation en langue locale peut être perçue comme une alphabétisation au "rabais", puisque les documents officiels sont rédigés en français et que la connaissance de cette langue est indispensable à celui qui veut accéder

Cette réticence à l'égard de l'alphabétisation fonctionnelle a sans doute été renforcée par la faiblesse du matériel pédagogique mis à la disposition des centres où l'on ne trouvait que peu d'ouvrages. A ceci s'ajoute la déficience de l'encadrement due, en premier lieu, à l'intervention de l'ORD qui avait affecté certains alphabétiseurs à d'autres tâches. Enfin, il était impossible de trouver des alphabétiseurs bénévoles et les villageois de leur côté, sans doute par manque de motivation, refusaient de les rémunérer.

A partir de 1977, l'arrivée massive de l'aide internationale provoque un affrontement entre deux conceptions de l'alphabétisation : d'une part celle de l'ORD centrée sur les thèmes de l'augmentation de la production, de l'intensification des cultures de rente, de la commercialisation et d'autre part, celle de FDH privilégiant la lutte anti-érosive, le reboisement, l'utilisation du copost et du fumier, les problèmes de l'eau et de l'hygiène. Cet affrontement, qui se traduit à travers de plusieurs autres actions, sera en partie

des volontaires de la structure de l'ORD et de la démission de certains animateurs de FDH.

Conclusion.

Cette étude du projet de FDH montre que les thèmes qui ont "pris" (diffusion de la culture attelée, atelier de forge) ont encouragé la promotion individuelle (celle de quelques agriculteurs et des forgerons) et que ceux qui ont échoué, sont des actions liées au développement communautaire (Groupements Villageois) ou qui ne pouvaient avoir d'utilité véritable pour les individus (alphabétisation fonctionnelle en Gourmantché).

Ces remarques rejoignent celles développées par Judith Tendler (6) dans son rapport sur les ONG : elle notait en effet, à propos des cinquante projets qu'elle avait étudiés, que les seuls thèmes permettant la promotion individuelle avaient un impact réel et que les autres échouaient le plus souvent ou n'entraînaient qu'une faible adhésion des personnes concernées.

Cette observation va à l'encontre de l'idéologie avancée par les ONG dont l'objectif est de venir en aide à l'ensemble des populations et non à une couche privilégiée : FDH a touché les paysans qui avaient les moyens de suivre les progrès techniques proposés, et a accentué les différences sociales qui existaient au sein des villages. Mais pouvait-il en être autrement ? On peut en effet penser avec Jean-Loup Amselle (7) que les ONG se trouvent en matière de développement face à l'alternative suivante : "ou bien celles-ci s'occupent des "pauvres" et le projet échoue, ou bien elles font en sorte qu'il réussisse et alors il faut passer par les couches privilégiées".

FDH a sans doute favorisé sans le vouloir l'émergence en quelque sorte de paysans "pilotes", objectif avoué de nombreuses organisations internationales telles que la Banque Mondiale qui rêvent de voir apparaître en Afrique des "petits entrepreneurs agricoles" et dont l'idéologie est à l'opposé d'une ONG comme FDH qui s'est donné pour tâche d'aider les plus pauvres. Les volontaires prirent progressivement conscience de ce décalage entre leur idéologie (développement communautaire) et les résultats obtenus sur le terrain : "nos actions ne touchent que des marginaux (commerçants, paysans aisés, anciens combattants, catéchistes, etc). On croyait ces gens dynamiques, mais à cause de leur marginalité, ils n'avaient aucun poids dans le village. Au contraire, ces paysans nous coupaient du milieu" (8).

Cette prise de conscience des volontaires d'avoir favorisé davantage la promotion individuelle que le développement communautaire les amena à remettre en cause leur action et finalement à mettre un terme à leur participation au projet. Elle entraîna, en outre, un vaste débat au sein de FDH qui se traduisit par une redéfinition de la politique générale suivie par l'ONG et par un redéploiement de son activité vers des pays progressistes (Mozambique) où les organi-

sations internationales interviennent moins massivement qu'au Burkina

et les options idéologiques ont résisté à l'épreuve du terrain...

NOTES

(1) Voir à ce sujet J.L. Amselle et E. Grégoire, Action Frères des Hommes dans l'Est de la Haute-Volta, Ministère des Relations Extérieures Coopération et développement, Paris, Août 1983.

(2) Dix agriculteurs de Piéla (soit 33%) et quinze de Tibga (soit 68%) possèdent également une charrette. Etant donné son prix (87.500 francs CFA), celle-ci, comme la charrue, n'est qu'à la portée des paysans aisés.

(3) L'auteur d'un rapport interne à FDH note que figurent, parmi les cinq premiers acquéreurs de charrue, un commerçant et quatre paysans aisés.

(4) P. Darnaud, Sur le programme de Tibga, 1978, ronéo.

(5) Pour une étude détaillée, voir J.L. Amselle et E. Grégoire, op. cit.

(6) J. Tendler, Turning Private Voluntary Organization into development agencies : questions for evaluation. AID Program Evolution Discussion Paper n° 12, US Agency for International Development 1982.

(7) J.L. Amselle, Le développement vu du village, XIIème colloque Européen de sociologie rurale, Braga, avril 1986.

(8) Anon, Rapport d'évaluation du programme Piéla, s.d., manuscrit.